

ÉNERGIE SAGUENAY

PROJET DE CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE DE LIQUÉFACTION DE GAZ NATUREL À SAGUENAY

Deuxième partie de l'audience publique du BAPE

**Commentaire
présenté au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
par**

**Maryse Mayer
21 octobre 2020**

Au président, M. Denis Bergeron
Au commissaire, M. Laurent Pilotto

Bonjour, je m'appelle Maryse Mayer. J'habite à Québec et je visite le fjord chaque été avec mon conjoint et ma fille de 7ans, notamment au camping sepaq de la Baie Ste-Marguerite. Je suis préoccupée par le projet de la compagnie GNL-Québec parce que je considère que cette région est un joyau de la communauté québécoise, une de nos plus grandes richesses. Le constat est simple : avec tous les commentaires des scientifiques émis à ce jour sur la crise climatique, d'un côté, et ceux à propos de ce projet, d'un autre côté, je ne saurais comment expliquer le bien-fondé d'un tel projet à ma fille de 7 ans en la regardant dans les yeux, sachant qu'elle représente la prochaine génération. Si vous avez des enfants, je vous défie de faire le même exercice.

D'un point de vue environnemental, j'appuie les lettres ouvertes des universitaires publiées à ce jour : comment un tel projet s'inscrit-il dans le contexte actuel de la crise climatique, où le gouvernement promet à notre nouvelle génération de mettre la planète au haut de ses priorités? À lui seul, ce projet générerait des émissions de l'ordre de 50 mégatonnes de GES/an² (de l'extraction jusqu'à la combustion), soit l'équivalent d'environ 10 millions de voitures supplémentaires par an sur nos routes (d'ailleurs, 150 scientifiques exigent que le projet soit rejeté). Les émissions de GES générées par la production du gaz dans l'ouest canadien pour le projet de la compagnie GNL-Québec annulerait en une année tous les efforts de réduction de GES du Québec faits depuis 1990 et empêcherait la transition complète et nécessaire vers les énergies renouvelables. La compagnie GNL-Québec n'a pas démontré concrètement la carboneutralité de son usine de liquéfaction, il n'y a que des scénarios.

Il m'est difficile de comprendre le calcul du gouvernement – même d'un point de vue économique – pour conclure d'aller de l'avant avec le projet. En effet, au-delà d'une perspective strictement environnementale, l'écosystème du fjord représente une manne touristique importante : il suffit de penser aux bélugas sur les cartes postales et à tous ces articles promotionnels le mettant en vedette. Quel serait l'impact d'un tel projet sur le tourisme de la région? Comment cela est-il compatible avec les objectifs du gouvernement? La survie du béluga est menacée par l'augmentation du trafic occasionné par les méthaniers qui sillonnaient le fjord. En y ajoutant le trafic additionnel de GNL, 675 navires marchands (soit 1 350 passages) transiteraient chaque année dans le fjord à l'horizon 2027-2030, soit une augmentation de 200 % relativement au trafic actuel. À lui seul, GNL générerait jusqu'à 400 passages de méthaniers chaque année dans le Fjord du Saguenay et sur le Saint-Laurent, et ce, pour une durée d'au moins 25 ans. Or, il reste moins de 900 bélugas de la population de l'estuaire du Saint-Laurent. Le béluga du Saint-Laurent est en voie de disparition et subit un déclin depuis le début des années 2000 ainsi qu'une hausse sans précédent de la mortalité de femelles en âge de se reproduire et de nouveau-nés depuis 2010. Qui plus est, les scientifiques indépendant-es financé-es par le gouvernement du Québec recommandent un moratoire sur l'augmentation du trafic maritime dans le Saguenay en raison des risques pour les bélugas! L'augmentation de trafic maritime prévu occasionnerait 5 fois plus de bruit dans le Fjord du Saguenay, ce qui est critique pour la survie de l'espèce. Cette augmentation de cinq fois les périodes de bruit intenses est très préoccupante, car c'est aussi une destruction de l'habitat du béluga si on considère la notion de zone de tranquillité. Tout ça pour des retombées économiques faibles : la vaste majorité des investissements de GNL/Gazoduc iraient à l'extérieur du

Québec puisque les promoteurs et promotrices sont américain-es et que le gaz proviendrait de l'Alberta.

Ce projet est donc clairement inacceptable pour moi : pour toutes ces raisons, je m'y oppose.

Maryse Mayer
Québec